

Programmes de soutien : quand l'abondance désoriente

Les programmes nationaux, régionaux et cantonaux de soutien à l'innovation sont si nombreux que les entreprises y perdent souvent leur latin. C'est ce que montre une enquête réalisée auprès d'entreprises innovantes en Suisse. *Andreas Balthasar, Chantal Strotz*

Abrégé Comment les entreprises s'y retrouvent-elles parmi les nombreux programmes d'encouragement de la recherche et de l'innovation ? Pour répondre à cette question, une étude a comparé l'offre et la demande en matière de soutien public à l'innovation en Suisse. Du côté de la demande, elle s'est concentrée sur les besoins et les expériences d'entreprises particulièrement innovantes. Aussi bien les experts de la promotion publique que les entreprises sélectionnées pour un prix de l'innovation sont en général d'avis qu'il est pratiquement impossible d'embrasser l'ensemble de l'offre dans ce domaine. La plupart des organismes qui proposent de telles prestations n'y voient aucun problème, arguant au contraire que la diversité favorise la concurrence et la qualité. Les entreprises, surtout celles qui n'ont encore jamais demandé de soutien, jugent en revanche cette situation critique. Elles déplorent l'absence d'un panorama complet des prestataires proposant des subventions publiques à l'innovation.

Les acteurs publics et privés abondent dans le secteur de l'encouragement de la recherche et de l'innovation en Suisse. L'institut de recherche lucernois Interface et l'université de Genève ont procédé à un inventaire des acteurs publics qui soutiennent l'innovation. Ils ont ainsi recensé 93 organismes cantonaux, 14 régionaux et 19 nationaux. Cette liste n'est toutefois pas exhaustive (voir encadré 1).

Les organismes de promotion sont particulièrement nombreux en Suisse romande (voir

illustration 1). L'analyse des coopérations régionales a par ailleurs permis d'identifier quatre pôles régionaux : la Suisse romande, la Suisse centrale, la Suisse septentrionale et la Suisse orientale.

Des voix critiques en Suisse romande

Les auteurs de l'étude se sont enquis des besoins et des expériences des entreprises particulièrement innovantes, autrement dit de celles qui ont été proposées pour l'un des principaux prix suisses de l'innovation (concernant la méthodologie, voir encadré 2).

Les entreprises interrogées, et en particulier celles qui ont déjà recouru à une subvention, jugent plutôt élevée l'importance, mais aussi l'utilité de l'encouragement public de l'innovation (voir *illustration 2*). Toutefois, la majorité d'entre elles déplorent le manque de transparence de l'offre ; les participants signalent par ailleurs qu'il est souvent difficile d'accéder aux bons prestataires de soutien public. L'insatisfaction est particulièrement marquée parmi

Encadré 1. Une recherche sur Internet pour localiser les promoteurs de l'innovation

Pour localiser les organismes publics d'encouragement de l'innovation, les auteurs de l'étude ont réalisé une recherche sur Internet. À cette fin, ils ont utilisé plusieurs sources, parmi lesquelles figurent les sites officiels des cantons, le Centre du réseau de développement régional regiosuisse, le portail PME de la Confédération, le site Internet de l'Association of Swiss Technology Parks and Business Incubators et le portail Ansiedlung Schweiz. À partir de ces sources, ils ont identifié d'autres acteurs, en interrogeant des experts et en profitant de l'effet boule de neige. Compte tenu de la méthode utilisée, la liste des fournisseurs publics de soutien à l'innovation ainsi établie ne peut évidemment pas prétendre à l'exhaustivité. Pour l'interprétation des résultats, il convient en outre de relever que la base de données (nombre de prestataires) ne permet pas de déterminer l'intensité et la qualité de l'encouragement de l'innovation dans un canton.

Encadré 2. Une enquête représentative auprès des entreprises

Pour déterminer la demande de soutien public parmi les firmes particulièrement innovantes, les auteurs de l'étude ont sondé 317 entreprises qui ont été proposées entre 2010 et 2014 pour les prix suivants : le Swiss Economic Award et le Swiss Technology Award, décernés par le Swiss Economic Forum, le Prix du Swiss Venture Club (SVC) et le prix de l'innovation attribué par Idee-Suisse. Le taux de réponses utilisables est de 26 %, soit 82 entreprises. Les chercheurs ont confirmé que l'échantillon des entreprises sélectionnées pour un prix était *représentatif*, en le comparant aux données de l'enquête sur l'innovation du KOF (Arvanitis et al., 2013). Pour interpréter les résultats, il faut tenir compte du fait que les besoins peuvent varier fortement d'une firme à l'autre. Cela influence notamment la manière dont les entreprises évaluent l'utilité des activités de soutien.



KEVSTONE

Le jeune entrepreneur zurichois David Allemann (à droite) et le designer Alex Brunner avec leurs chaussures de course « On ». Cette innovation a été récompensée d'un prix

les entreprises qui n'ont encore jamais sollicité d'aide.

L'enquête montre également que les entreprises romandes et tessinoises, en particulier, portent un jugement critique sur la façon dont les acteurs publics de l'encouragement de l'innovation se coordonnent. Parmi les réponses émanant de la Suisse latine, dix entreprises (60 % environ) sont d'avis que les acteurs fédéraux, régionaux et cantonaux ont du mal en ce domaine. En Suisse alémanique, elles ne sont que quatorze (30 % environ) à le penser. À l'inverse, les firmes d'Outre-Sarine sont plus nombreuses que les latines à déplorer la difficulté d'appréhender l'ensemble des offres et à souhaiter que l'encouragement de l'innovation se limite à l'optimisation des conditions-cadres.

Enfin, l'enquête a montré que deux tiers des entreprises proposées pour un prix étaient en contact avec des organismes de promotion de l'innovation. De manière générale, elles jugent ces liens très appropriés. À cet égard, on constate que les firmes apprécient particulièrement le soutien fourni par des institutions cantonales et

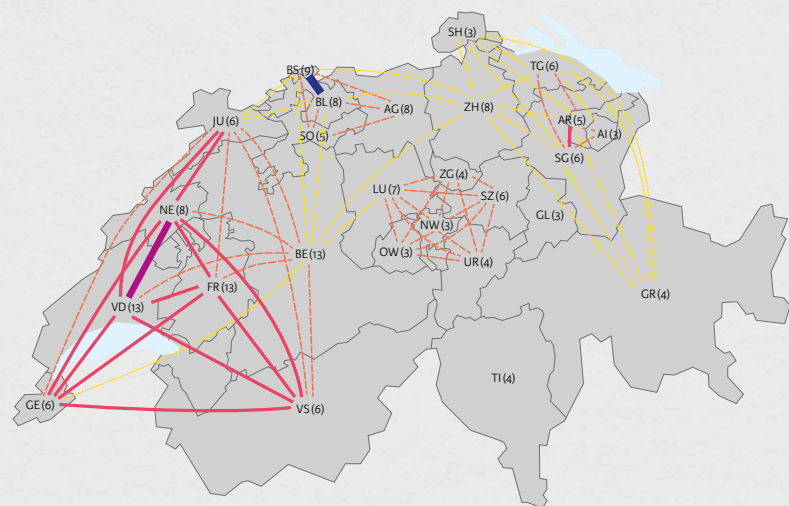
régionales, mais qu'elles sont moins convaincues par les acteurs nationaux et internationaux. En outre, les entreprises sondées estiment que l'utilité des prestations immatérielles, comme l'information et le conseil, est nettement supérieure à celle d'un appui financier

Les acteurs publics apprécient la diversité

Dans le cadre d'un atelier, les chercheurs ont rencontré l'an dernier des experts de la politique d'innovation (cantonale, régionale et nationale) pour débattre des résultats de l'étude¹. Les fournisseurs de soutien public reconnaissent la diversité des acteurs de l'innovation. La plupart d'entre eux ne considèrent toutefois pas cela comme un problème. À leurs yeux, cette situation est plutôt de nature à promouvoir la concurrence. Ces experts sont d'avis que les programmes publics d'encouragement à différents niveaux (international, national, régional et cantonal) sont complémentaires et que la collaboration fonctionne bien. Ils ne jugent dès lors

¹ Dirigé par Andreas Balthasar et Frédéric Varone (professeur de sciences politiques à l'université de Genève), cet atelier a eu lieu à Berne le 22 avril 2015.

III. 1. Encouragement de l'innovation dans les cantons et dans les régions



Les lignes montrent le nombre de coopérations intercantionales.

1 2 3 4 5

La carte montre combien d'organismes de soutien sont présents dans chaque canton et comment les cantons collaborent dans le cadre de programmes régionaux d'encouragement. Le nombre d'acteurs indiqué pour chaque canton comprend celui des institutions actives principalement dans ce canton et celui des participations à des programmes régionaux.

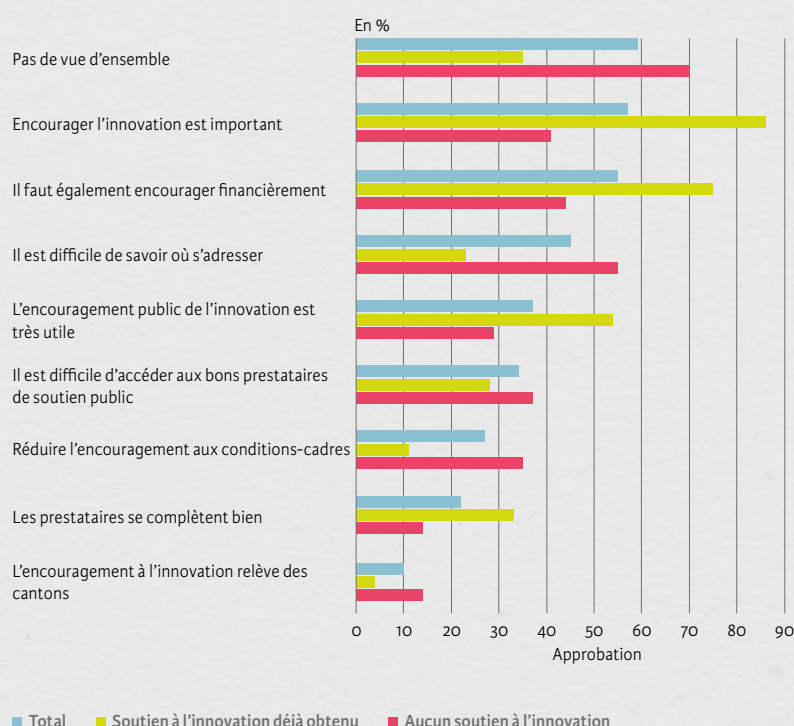
ENQUÊTE INTERFACE ET UNIVERSITÉ DE GENÈVE, GRAPHIQUE OFS / LA VIE ÉCONOMIQUE

pas nécessaire d'adopter des mesures pour améliorer la transparence des offres.

Cette vision contraste avec l'opinion de la majorité des entreprises interrogées qui ne s'y retrouvent pas dans le dédale des programmes de soutien et ont de la peine à repérer les organismes les mieux à même de répondre à leurs besoins. Celles qui n'ont jamais demandé d'aide, en particulier, jugent la transparence insuffisante. Elles disent avoir des difficultés à trouver les bons prestataires. De surcroît, ces firmes déplorent le manque de complémentarité entre les différents programmes fédéraux ; c'est aussi le cas pour ceux proposés par les cantons et les régions.

L'étude présentée ici ne permet pas de conclure de façon probante à la nécessité d'améliorer la coordination entre les acteurs publics de l'encouragement de l'innovation, car les données empiriques à disposition sont insuffisantes. Toutefois, le grand nombre d'organismes compris dans l'étude et les résultats de l'enquête fournissent des indices faisant penser que des mesures s'imposent pour améliorer la transparence des activités de promotion publique et leur coordination.

III. 2. Attitude des entreprises interrogées envers l'encouragement public de l'innovation



Le nombre de firmes sondées va de 70 à 81 selon la question.

INTERFACE ET UNIVERSITÉ DE GENÈVE / LA VIE ÉCONOMIQUE



Andreas Balthasar

Professeur titulaire de sciences politiques, université de Lucerne ; consultant principal, Interface Politikstudien Forschung Beratung, Lucerne

Chantal Strotz

Collaboratrice scientifique, Interface Politikstudien Forschung Beratung, Lucerne

Bibliographie

Arvanitis S., Ley M., Seliger F., Stucki T. et Wörter M., *Innovationsaktivitäten in der Schweizer Wirtschaft. Eine Analyse der Ergebnisse der Innovationserhebung 2011*, Zurich, 2013.
Varone Frédéric (université de Genève), Balthasar Andreas (Interface, université de Lucerne), Iselin Milena (Interface) et Strotz Chantal (Interface), *Angebot und Nachfrage öffentlicher Innovationsförderung. Bestandsaufnahme und Befragung von Unternehmen, die für Innovationspreise nominiert waren*, Lucerne et Genève, 2016.